



## Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine

103-3 | 2015

Les territoires de montagne, fournisseurs mondiaux de ressources

---

# Des flots à contre-courant : des montagnes du Lesotho à la métropole sud-africaine

Territorialités et hydropolitiques en Afrique Australe

Yannick Rousselot

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rga/3004>

DOI : 10.4000/rga.3004

ISSN : 1760-7426

### Traduction(s) :

Upstream Flows of Water: from the Lesotho Highlands to Metropolitan South Africa - URL : <https://journals.openedition.org/rga/3023> [en]

### Éditeur :

Association pour la diffusion de la recherche alpine, UGA Éditions/Université Grenoble Alpes

### Référence électronique

Yannick Rousselot, « Des flots à contre-courant : des montagnes du Lesotho à la métropole sud-africaine », *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine* [En ligne], 103-3 | 2015, mis en ligne le 18 janvier 2016, consulté le 08 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/rga/3004> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rga.3004>

---

Ce document a été généré automatiquement le 8 décembre 2022.



Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International - CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

---

# Des flots à contre-courant : des montagnes du Lesotho à la métropole sud-africaine

Territorialités et hydropolitiques en Afrique Australe

Yannick Rousselot

---

- 1 Cet article aborde les territoires de montagne comme fournisseurs en eau, avec le cas du Lesotho Highlands Water Project (LHWP) – projet de transfert hydraulique transfrontalier entre l’Afrique du Sud et le Lesotho (pays montagneux<sup>1</sup> enclavé dans l’Afrique du Sud). Il est destiné à alimenter l’aire métropolitaine de Johannesburg, centre névralgique de l’Afrique du Sud – tant aux niveaux économique et politique que démographique (12 millions d’habitants sur les 52 millions que compte l’Afrique du Sud) – à des fins d’irrigation agricole, mais surtout d’approvisionnement urbain.
- 2 La construction des premiers éléments d’infrastructure a démarré après la signature du Traité fondateur du LHWP en 1986. Les deux plus importants barrages du projet, le Katse Dam et le Mohale Dam, sont désormais en fonction depuis une décennie. Les transferts hydrauliques du LHWP déjà construits couvrent pour l’heure près de la moitié des besoins en eau du Gauteng (environ 900 millions de m<sup>3</sup> d’eau transférés par an (Blanchon, 2008))<sup>2</sup>. Des infrastructures hydroélectriques (70 + 110MW) destinées au Lesotho ont également été construites. L’eau ainsi transférée de barrage en barrage, passe par un tunnel long de 80 km creusé au travers du massif des Maloti-Drakensberg, pour atteindre la région de Johannesburg après un parcours de près de 500 km. Lorsque la construction des infrastructures du LHWP sera à son terme, prévu autour de 2020-2030, des barrages seront construits sur tous les principaux cours d’eau du Lesotho et près de la moitié du volume hydrologique du Lesotho sera détournée vers l’Afrique du Sud. Les installations du LHWP ont dès les premières étapes de leur mise en œuvre soulevé de vives contestations quant à leurs impacts sociaux et environnementaux. De nombreuses études ont cherché à évaluer ces impacts. Faute de place, il ne sera pas lieu ici d’orienter le propos sur les dimensions environnementales des impacts liés au LHWP, cela dépasserait la portée de cet article. Cependant, il est

important de relever que ces rapports et articles scientifiques ont fortement pesé sur la mise en œuvre des différentes étapes du projet qui a été notamment mis en suspens, provisoirement, entre la première phase (1A) et la seconde (1B, et qu'ils ont également conduit, entre autres facteurs, au redimensionnement de certaines installations (Devitt et Hitchcock, 2010, Furlong, 2006, Hitchcock, 2012, Hoover, 2001, Horta, 1995, Nüsser, 2002, 2003, Swatuk, 2010, 2015, Thamae et Pottinger, 2006, World Bank, 1996).

- 3 Le LHWP s'inscrit dans le contexte particulier de la relation de dépendance entre la République sud-africaine et le Lesotho, que ce soit d'un point de vue économique ou politique. Par ailleurs, ce projet est exemplaire des politiques développementistes de projets hydrauliques de grande envergure très courants sous le régime de l'apartheid, politiques reconduites dans l'optique de démocratisation de l'accès à l'eau dans l'ère postapartheid en République sud-africaine<sup>3</sup>. A ce titre, il a été entrepris pour assurer une disponibilité en eau dans le long terme à destination de la mégapole Johannesburg-Pretoria et des clusters industriels, miniers et agro-alimentaires de la région du Gauteng. Il a reçu un soutien auprès des élites politiques du Lesotho, notamment comme moyen de renouveler les sources extérieures de mannes financières (dans un contexte de déclin des flux d'aide au développement).
- 4 Ainsi, Le LHWP est défendu par ces deux états comme le lieu d'une coopération « gagnant-gagnant », chacun y trouvant son compte<sup>4</sup>. Cependant, il est nécessaire d'entrer dans les détails des effets différenciateurs entre les territoires que la mise en œuvre de ce projet a eus. Cela permet de mettre en perspective les différentes dimensions du discours de légitimation du LHWP. En suivant Swatuk (2010, 2015) et Furlong (2006), on ne peut se contenter de considérer qu'une situation de coopération, entre deux pays entreprenant un projet de transfert aussi important, essentiellement organisée à un niveau interétatique, signifie l'absence d'opposition. Par exemple, des tensions entre différents groupes sociaux et territoires subissant différemment les effets bénéfiques et néfastes de telles infrastructures peuvent être amplifiées de part et d'autre des infrastructures hydrauliques, voire apparaître lorsque ces échanges matériels établissent de nouvelles relations. Le LHWP a eu des effets socio-économiques et politiques très contrastés entre l'échelle métropolitaine de Johannesburg comme récipiendaire du transfert de ressource et l'échelle des montagnes du Lesotho, cette dernière subissant la plus grande part des effets négatifs de la construction des infrastructures du LHWP et du prélèvement massif d'eau. Ainsi il serait très réducteur de ne pas chercher à pousser l'analyse au-delà d'une appréhension en termes naïfs d'une coopération « gagnant-gagnant » entre les deux états, comme cela est communément fait dans les discours et rapports officiels des deux pays et de l'instance chargée de mener le projet, la *Lesotho Highlands Development Authority* (LHDA). C'est pourquoi nous allons chercher à analyser en termes de conflit ou d'alliance les processus de réajustement des relations entre échelles et entre territorialités se jouant notamment dans la mise en œuvre de ce projet. Cela permettra ainsi de considérer les processus de différenciation des territoires et des territorialités de part et d'autre du LHWP, en appuyant sur leurs dimensions hydropolitiques. Les interactions entre enjeux hydropolitiques liés à l'exportation et les territorialités en Afrique australe va ainsi être la question centrale de cet article.
- 5 Après un développement des concepts d'échelle et de territorialités, en tant que modalité de cadrage des pratiques spatiales, une description des enjeux hydropolitiques en Afrique australe servira à contextualiser le LHWP. Pour finir,

l'analyse des territorialités régionales permettra d'illustrer comment des dynamiques hydropolitiques régionales complexes ont contribué à amplifier des processus de différenciation entre les échelles métropolitaines et montagneuses avec la mise en place d'une économie d'extraction et d'exportation de ressources hydrauliques par l'entremise de ce transfert.

## Échelles et territorialités

- 6 La complexité de l'Afrique australe – notamment liée aux très grandes asymétries qui caractérisent les relations infra- et transnationales entre ses territoires, que ce soit en matière de disponibilité locale des ressources et de besoins en eau, ou de densités de populations et de richesses – nécessite une approche géographique en termes scalaires, plus encore dans le cas d'infrastructures hydrauliques transfrontalières qui ne manquent pas de modifier ces relations.
- 7 Un consensus existe en géographie sur le fait que les échelles doivent être considérées comme contingentes, à la fois produites par et productrices de processus socio-spatiaux (Delaney et Leitner, 1997). Moore défend une approche discursive des échelles en tant que « *representational trope* » ou « cadrages discursifs » (2008). Selon cet auteur, les échelles doivent être considérées comme catégories géographiques pertinentes uniquement en tant que catégories de pratique, et non d'analyse. De ce point de vue, c'est plutôt la performativité des tropes scalaires qui va être considérée (Kaiser & Nikiforova, 2008). Les échelles et les territorialités se constituent dans et par les pratiques discursives et matérielles des acteurs et ceci de manière tout à fait contingente et en renégociation permanente (Mormont, 2006). Ce type d'approche des échelles participe d'une analyse en termes de « *framing* », de processus de cadrage des processus sociaux. Dans le même cadre d'analyses, les hiérarchies scalaires, en tant que « *scalar narratives* », exercent des effets de cadrages sur les processus sociaux et déterminent ce qui est visible et ce qui est pertinent.
 

« L'échelle est un niveau scalaire d'action légitimé par un pouvoir précis qui a su construire sa légitimité à ce niveau et qui, dès lors, mène ses actions d'organisation de l'espace par et pour ce niveau scalaire. Naturalisée par ces actions, l'échelle devient légitime et organise un espace : elle crée un territoire » (Arnauld de Sartre *et al.*, 2012 : §5).
- 8 Cette citation expose le processus qui constitue une échelle en territoire, mais il semble encore plus pertinent de la rapprocher de la notion de *territorialité*. Il s'agit dès lors de considérer les échelles au travers des pratiques spatiales qui s'y inscrivent en termes processuels de coproductions de territorialités.
- 9 Agnew (1994) expose comment l'hégémonie de la forme de l'État-nation a institué un « piège territorial », c'est-à-dire un schéma très spécifique de structuration scalaire. Ainsi, le processus transnational d'universalisation de la forme de l'État-nation peut être vu comme un cas paradigmatique de construction historique d'une échelle. L'échelle nationale-étatique a cependant comme spécificité de revendiquer le monopole légitime de définition des configurations de territoires, de lieux, de réseaux et des relations entre échelles, c'est-à-dire de définition de toutes les formes de territorialité qui constituent ou traversent son territoire. Il s'agit à ce titre de considérer les processus *nationalistes* en tant que projets de « *rescaling* » parmi d'autres formes de territorialités.

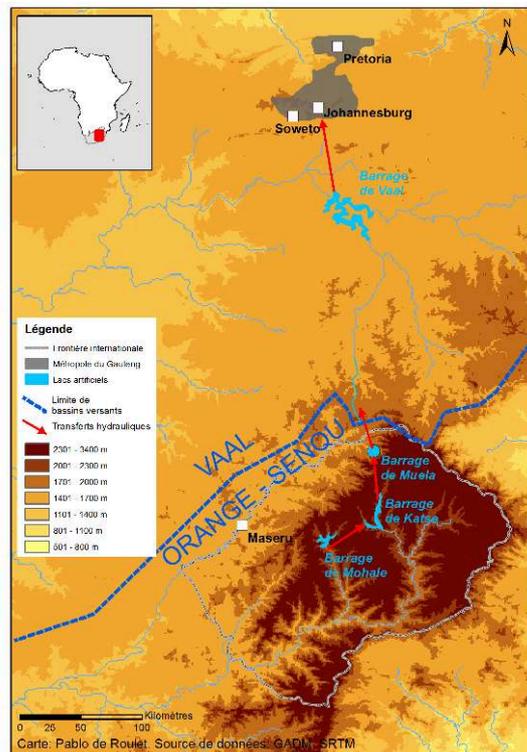
## Politiques scalaires et enjeux hydropolitiques

- 10 Comme le montrent les approches d'écologie politique (Kaika, 2003, Heynen *et al.*, 2006, Linton, 2010, Swyngedouw, 2010), l'eau est un enjeu politique essentiel, un hybride, à la fois construit sociétal et élément naturel, produit de l'historicité des dynamiques socio-économiques et politiques passées et présentes, en relation avec l'hydrologie du territoire. Ainsi, l'eau ayant une disponibilité limitée par définition, les formes de son allocation, et donc les conditions d'accès à celle-ci sur un territoire, ne peuvent faire l'économie d'un arbitrage politique, vu le caractère vital de cette ressource. *A fortiori*, lorsqu'elle est captée par une infrastructure hydraulique, cela implique des arbitrages politiques pour l'allocation socio-spatiale des bénéfices et répercussions socio-économiques et écologiques négatives inhérents à une telle infrastructure. Les formes d'allocation sont donc nécessairement des enjeux politiques majeurs en termes d'instauration ou de reproduction d'asymétries territoriales.
- 11 A ce titre, les *transboundary water studies* sont peu armées pour analyser toute la diversité des échelles immanquablement impactées par de tels projets d'infrastructures, ces approches tendant à ne s'intéresser qu'à la fine « couche » des relations interétatiques, avec comme horizon les « guerres de l'eau ». Il serait réducteur d'un point de vue géographique de se contenter d'approches analysant les territoires nationaux en termes homogénéisant et voilant ainsi les dynamiques trans-scalaires internes et transnationales (Furlong, 2006 : 445). Des courants d'approches critiques se sont construits en opposition à ce courant dominant notamment sur ces enjeux de transferts transfrontaliers, certaines se fondant notamment sur la critique néogramscienne des Relations Internationales, d'autres approches critiques, dites d'hydropolitiques, utilisent les apports de l'écologie politique et de la géographie politique. Ainsi, comme certaines approches cherchent à le montrer, une situation de coopération entre les instances étatiques de deux pays entreprenant un projet transfrontalier n'impliquent pas forcément l'absence de tensions infra- ou transnationales. L'espace hydraulique sud-africain permet bien d'illustrer cette complexité.
- 12 J'ai pu mener un terrain de recherche aux mois de mars-avril 2011 au Lesotho. Cela a été l'occasion pour moi de mener des entretiens avec des fonctionnaires de l'État du Lesotho, des administrateurs de la LHDA, des membres d'ONG locales impliqués dans les questions de justice environnementales. Cela m'a également permis d'aller observer les installations du LHWP et d'explorer les régions de montagne impactées. Par ailleurs, la très importante littérature institutionnelle et académique qui traite du LHWP a permis de compléter les matériaux nécessaires à ma recherche.
- 13 L'étude du projet du LHWP va servir à montrer comment la reproduction de relations économiques, politiques, ressourcielles, entre différentes échelles, métropolitaines, rurales, montagneuses, par des processus hydropolitiques produit de la différenciation socio-spatiale. Le LHWP permettra également de développer la manière dont s'instituent sur ces enjeux scalaires, des phénomènes de co-production de territorialités au travers de rivalités ou, au contraire, d'alliances entre acteurs ayant pris ou cherchant ainsi à avoir une prise sur ces enjeux hydropolitiques.

## L'espace hydropolitique sud-africain

- 14 Après ce très bref parcours théorique, il s'agit de décrire les enjeux hydropolitiques propres à l'Afrique australe, afin de contextualiser le LHWP, dans la mesure où le processus de production d'échelles s'inscrit nécessairement dans des trajectoires historiques nationales et régionales. Aussi, il est essentiel de se pencher sur les processus politiques, matériels et naturels dont ces échelles sont le produit ; échelles qui en sont en même temps les modalités de territorialisation de ces politiques hydrauliques, notamment.
- 15 L'Afrique australe est un territoire très particulier du point de vue de l'asymétrie entre territoires en matière de disponibilité et de besoins en eau. Ainsi, la région du Gauteng est caractérisée par un climat semi-aride, alors même que c'est le territoire le plus densément peuplé du pays et également celui qui concentre la plus grande part de la richesse nationale (20 % de la population concentrée dans la métropole Pretoria-Johannesburg, pour 40 % du PIB du pays, 80 % de la production minière du pays, 16 % des activités économiques d'Afrique sub-saharienne qui s'y tiennent). Tout au contraire, le Lesotho et en particulier le massif montagneux des Maloti-Drakensberg qui occupe la plus grande part du territoire du pays, profite des précipitations les plus importantes de tout le sous-continent (il donne d'ailleurs leur source aux plus grands cours d'eau de l'Afrique australe) alors même qu'il n'est que très peu densément peuplé et essentiellement non-industrialisé.<sup>5</sup>

Les transferts hydrauliques du Lesotho Highlands Water Project, entre les sous-bassins versants Vaal et Upper Orange-Senqu



- 16 La géographie de l'eau en Afrique australe se caractérise ainsi par une radicale non-coïncidence entre le territoire de disponibilité hydrique et le territoire des besoins.

C'est pourquoi la question de l'approvisionnement en eau est un enjeu essentiel dans la région, mais tout particulièrement pour l'Afrique du Sud. À ce titre, une analyse en termes d'historicité de la géographie hydropolitique de la région est essentielle pour dénaturer ces enjeux et les réinscrire dans leur contexte historique.<sup>6</sup> Cette situation de décalage quasi complet entre l'espace de disponibilité en eau et l'espace de peuplement s'explique par le fait que la dynamique de sédentarisation qui a prévalu dans le pays n'a pour l'essentiel pas été déterminée par la disponibilité locale en eau. Cela s'explique historiquement par les besoins de main-d'œuvre de l'industrie extractive qui ont déterminé l'implantation même de la ville et ont continué à dominer comme facteur de sédentarisation de la population durant toute la période coloniale et au-delà.<sup>7</sup>

- 17 Swatuk (2010, 2007) ainsi que Blanchon (2003, 2008, 2009) défendent le fait que les politiques de grandes hydrauliques du régime de l'apartheid ont été explicitement, et avec succès, des moyens au service des fins de l'idéologie raciste de ce régime. David Blanchon parle même d'une « mission hydraulique » que ce régime semble avoir poursuivie pour la défense d'un mode de vie des paysans afrikaners symbolisant une mythique « authentique » identité sud-africaine blanche.<sup>8</sup> Au-delà de cet agenda, les très nombreux projets de grandes hydrauliques entrepris à cette époque selon une même logique de domestication systématique des ressources hydrauliques ont irrémédiablement modifié le paysage hydraulique de tout le sous-continent. Ce gigantisme s'est traduit par une « artificialisation » de la quasi-totalité des bassins versants du pays, voire même de l'Afrique australe (Blanchon, *ibidem*).<sup>9</sup>
- 18 Dans l'ère postapartheid, un renouvellement en profondeur de la manière d'appréhender les relations de la République sud-africaine envers ses voisins a eu lieu, en faveur d'une volonté revendiquée de coopération régionale. C'est un renversement radical par rapport aux logiques sécuritaires de la politique régionale de la période antérieure. Il faut cependant relativiser la portée de ce changement en termes de relations de voisinage, dans la mesure où le statut indiscutablement dominant de l'Afrique du Sud dans la région sur les plans économiques, politiques, militaires, etc. lui assure une position de force pour défendre son agenda dans les négociations régionales. Par ailleurs, des inerties institutionnelles, matérielles et socio-spatiales liées aux politiques territoriales et hydrauliques antérieures complexifient les processus de changement (Giraut, Antheaume, 2005, Blanchon, *ibidem*, Turton, 2005). L'eau est définie par l'organisation de développement de l'Afrique australe (SADC) comme un outil indispensable à la prospérité du sous-continent. L'objectif revendiqué de ces politiques hydrauliques est de servir les développements nationaux et le développement régional, en favorisant les échelles urbaines et industrielles au nom de leur plus grande contribution en termes de plus-value économique et des populations qu'elles représentent.<sup>10</sup> Dans le contexte du tournant néo-libéral de l'ère postapartheid, sous la forme notamment d'une privatisation du secteur de l'eau, l'« artificialisation »<sup>11</sup> quasi-complète des cours d'eau de l'espace hydraulique sud-africain déjà évoquée se traduit par une mise en concurrence généralisée des échelles infra-étatiques et transnationales pour l'accès à l'eau et qui tend à amplifier les asymétries socio-spatiales que ce soit à travers le sous-continent, mais également en interne à l'Afrique du Sud. Ces politiques hydrauliques concourent ainsi activement à reproduire la structuration scalaire très hétérogène du territoire national. Ainsi, la mise en œuvre du LHWP a eu comme effet paradoxal d'accentuer les inégalités d'accès dans la métropole de

Johannesburg et ce malgré une augmentation de la quantité d'eau disponible en valeur absolue.<sup>12</sup>

- 19 Cela permet de comprendre en quoi les projets d'infrastructures hydrauliques en Afrique australe ont comme effet d'exacerber l'hétérogénéité socio-spatiale dans cette région, ceci en contribuant à reproduire la marginalisation socio-économique et géographique de certains groupes sociaux et la concentration de ressources au profit d'autres groupes sociaux.

## Le LHWP - les invisibles catastrophes des Highlands dans le récit des bénéfices partagés

- 20 Le LHWP a un statut particulier dans la trajectoire de l'État sud-africain. Il s'inscrit à la fois dans la continuité des politiques de « Grande Hydraulique » des années 60 et 70, mais il est également emblématique du changement d'équilibre au sein des élites politiques dans les dernières années du régime de l'apartheid au profit d'élites économiques extérieures au noyau ultra-nationaliste, se positionnant contre l'agenda sécuritaire et raciste du Premier Ministre P.W. Botha. Cette évolution au sein des élites a amené à un tournant stratégique dit de désidéologisation des politiques de grande hydraulique (Davidsen, 2006). Ainsi, le LHWP a été conçu pour subvenir aux besoins de la métropole de Johannesburg, espace urbain très peuplé et industrialisé et non plus, comme ses prédécesseurs, en faveur des milieux ruraux afrikaners. Sa mise en œuvre est également liée à des projections catastrophistes de l'évolution des besoins en eau de cette métropole datant de la même époque (Swatuk, 2010).
- 21 Les infrastructures du LHWP ont mis en relation et en situation de co-dépendance des échelles locales qui n'étaient jusqu'ici pas en relation directe. Il a ainsi contribué à refaçonner les relations entre les échelles et les territorialités de l'Afrique australe.<sup>13</sup> Pour les besoins de l'analyse de ces processus hydropolitiques, deux types d'acteurs sont considérés, les élites politiques et économiques de chaque pays et les groupes sociaux marginalisés. Ces différents acteurs ont investi politiquement la mise en œuvre de ce projet au nom de leur territorialité propre. Cependant, celles-ci ont de fait été modifiées dans le processus, re-produites notamment dans leurs relations réciproques. Les revendications transnationales des communautés Basotho des Highlands du Lesotho, le nationalisme développementiste du gouvernement du Lesotho<sup>14</sup> ou le développementisme pseudo-régionaliste de la République sud-africaine, dans leur relation au projet du LHWP, en sont les illustrations.
- 22 Dans le cadre des politiques d'aide au développement, le Lesotho en général, et les Highlands en particulier, se sont vus caractérisés de longue date comme territoires sous-développés, périphériques et figés dans ses traditions (Ferguson, 1990). Les seules richesses reconnues à ce pays tiennent à ses ressources naturelles<sup>15</sup>. Cela a servi de prémisses pour le projet d'orienter le Lesotho vers une économie d'extraction. Le LHWP a d'emblée été vu comme le moyen de réaliser cela, en offrant une opportunité économique dont les deux pays « partenaires », le Lesotho et l'Afrique du Sud, seraient mutuellement bénéficiaires. Il a ainsi été conçu comme un projet « gagnant-gagnant » en répondant aux besoins en eau des uns et en prenant aux autres celle dont ils n'ont pas l'utilité (en termes de plus-value économique) (World Bank, 1998).

- 23 Il a ainsi été prévu que des *royalties* soient payées par l'Afrique du Sud comme contrepartie à l'eau transférée, ceci étant conçu comme levier d'aide au développement du Lesotho.<sup>16</sup> Celles-ci s'élèvent à 780 millions de Rand (env. 50 millions d'euros) par année<sup>17</sup>, soit 5 % des revenus de l'État du Lesotho, hors impôts (*Government of Lesotho* (GoL, 2015)). Selon les termes du Traité de 1986, cela devait se décliner sous deux dimensions, tout d'abord la compensation directe des populations qui ressentiraient le plus immédiatement la mise en œuvre du LHWP en subissant la perte de leur village et de leurs terres cultivables. En second lieu, un volet d'aide au développement a été prévu sous la forme d'un Fond de Développement (*development Fund*). Il avait comme double mandat d'aider à équilibrer les comptes de l'État du Lesotho et d'aider au développement des régions qui allaient subir les conséquences les plus importantes de la construction de ces infrastructures. Il était ainsi prévu d'orienter l'essentiel de ces flux vers les Highlands. De fait, le Fond de Développement a été largement détourné pour alimenter des réseaux clientélistes par des membres du parlement du Lesotho. Les cas de détournement et de corruption liés au Fond étaient tellement flagrants et systématiques que la Banque Mondiale a poussé pour qu'il soit dissout, après avoir demandé une expertise externe, en donnant cela comme condition *sine qua non* au démarrage de la Phase 1B (Matlosa, 1998). L'abandon de ce volet développementiste du LHWP, central dans l'appareil discursif de justification de celui-ci, n'a pas pour autant amené à un retrait de la part de la Banque Mondiale.
- 24 La construction des barrages et des autres infrastructures du LHWP a affecté directement une population d'environ 15 000 personnes.<sup>18</sup> Des communautés entières des Highlands ont dû abandonner leurs terres et leurs villages. Leurs membres ont été relocalisés et des habitations reconstruites pour eux. Dans la première phase du projet, <sup>19</sup> ils ont reçu pour leurs terres cultivables des compensations sous formes pécuniaires et nominatives. Cela n'a pas été sans soulever des difficultés pour ces acteurs, notamment du fait que celles-ci n'étant garanties que pour une période de 50 ans au maximum, il n'y a pas de pérennité d'une génération à l'autre. Par ailleurs, si les infrastructures de transport liées au LHWP ont permis de « rapprocher » les habitants des Highlands, leur rendant plus accessibles des services publics et commerciaux, les bassins d'accumulation des barrages ont eu comme effets de créer des ruptures dans le territoire et d'éloigner des communautés jusqu'ici en proximité immédiate de chaque côté des cours d'eau (Manwa, 2014).
- 25 Dans les phases ultérieures du projet, la LHDA a cherché à améliorer la communication dans la mise en œuvre du projet envers les populations des Highlands et à reprendre le modèle de compensation. Elle a cherché à mettre en place des processus participatifs. Il en est très clairement ressorti que la forme de compensation qui remportait le plus d'adhésion des populations affectées était la substitution des terres perdues du fait des installations du LHWP par d'autres terres cultivables. Or, il y a une faible disponibilité de terres arables dans le pays (seulement 11 %) (Hitchcock, 2012 : 322), notamment du fait de son altitude. Par ailleurs, du fait de l'exode depuis les Highlands, par manque de terres cultivables (problème amplifié suite au LHWP), la plus grande part de la population est déjà concentrée dans les Lowlands, région la plus fertile du pays. Cela limite donc les possibilités de réimplantation dans ces plaines pour ces personnes déplacées à des fins de production agricole (Scudder, 2006). Ainsi, la question des « *resettlements* » s'est révélée extrêmement complexe, dans la mesure où pratiquement les seules terres cultivables disponibles se trouvaient être dans les Lowlands sud-

africains, dans les territoires contigus à la frontière du Lesotho. Les communautés des Highlands prêtes à être délogées et consultées dans le cadre des processus participatifs ont été nombreuses à revendiquer cette solution – d'autant que, comme nous le verrons plus loin, les Basotho ne considèrent pas qu'il s'agit d'un territoire étranger, mais au contraire des « *conquered territories* », c'est-à-dire une annexion illégitime du territoire basotho par l'Afrique du Sud (Coplan, 2001).

As soon as it was taken up by the people as a serious possibility some senior LHDA officials felt the reins of control slipping from their grasp. (Devitt & Hitchcock, 2010 :82).

26 Le refus catégorique de cette option de la part des officiels de la LHDA est très significatif. En effet, une réaction aussi intransigeante de la part de ces acteurs dès lors que leur emprise sur ces populations pourrait être menacée illustre combien le territoire national et l'importance d'y (ré)inscrire ces populations constituent un enjeu majeur de ce projet du point de vue de l'État du Lesotho. La relocalisation, notamment sur le principe d'une plus grande compensation lorsqu'ils acceptaient d'être réimplantés loin de leur lieu d'origine, a contribué à détacher géographiquement et socialement ces populations des Highlands et à démanteler leur mode de vie communautaire (Devitt & Hitchcock, 2010:87, Matlosa, 1998). Cela a eu également comme conséquence d'affaiblir leur positionnement politique en tant qu'extériorité par rapport au Lesotho. Cela ne peut être compris hors d'un projet de « rapatriement » de ces communautés sous l'autorité de Maseru (Devitt & Hitchcock, 2010).

27 En niant le hors-champ des pratiques scalaires des Basotho qui dépassent le territoire et les capacités régulatrices de l'État du Lesotho et en les reléguant à n'être que les spectateurs du monde moderne, la coalition qui s'est constituée autour du LHWP (gouvernement du Lesotho, gouvernement de la République sud-africaine, élites économiques sud-africaines, institutions financières internationales) se justifie en voulant les faire entrer dans ce marché mondial dont ils seraient encore exclus. Ce discours des « bénéfiques partagés »<sup>20</sup> permet d'articuler les intérêts en présence en justifiant ce projet de rapatriement en tant qu'il est convergent, à travers le LHWP, avec la volonté de l'Afrique du Sud de concentrer les ressources hydrauliques aux profits de la métropole de Johannesburg, au nom des intérêts communs nationaux et d'un intérêt commun régional, sensés coïncider.

From a state scale perspective, the LHWP brings much needed revenues and electricity to economically stressed Lesotho, supplies equally needed water for South Africa's industrial heartland in Gauteng, and is an exemplar of interstate water cooperation and dispute settlement. Constraining analysis to the state scale, however, obscures the uneven distribution of cost incurred and benefits accrued from the project. It also obscures the complex realities of conflict and cooperation by restricting their domain to interstate relations. (Furlong, 2006 :452).

28 Aussi, selon Furlong, s'il y a bien un collectif pour lequel ce concept hégémonique des « bénéfiques partagés » a un sens, il s'agit d'un collectif transnational d'élites qui en retirent des bénéfices certains. Cette hypothèse d'analyse du projet permet de dépasser la représentation consensualiste d'un projet « gagnant-gagnant » et de voir celui-ci comme un moyen d'accaparement d'une ressource naturelle qui participe d'une logique d'« économie du pillage ». Cela rejoint le discours prépondérant au Lesotho, qui soutient que ce projet a eu essentiellement des effets néfastes pour les populations des Highlands, qu'il n'a pas tenu les promesses en termes d'emplois et de développement que la construction des infrastructures était censée amener. De ce point de vue, il

pourrait être considéré comme étant essentiellement du fait de l'Afrique du Sud qui l'aurait ainsi imposé au Lesotho, afin de s'approprier cette précieuse ressource qu'est l'eau des Highlands.<sup>21</sup>

- 29 Selon Scudder (2006), la question spécifique du *financement* des politiques de compensation et de développement n'a pas été explicitement formalisée dans le Traité du LHWP, du fait d'une réticence de la part des partenaires sud-africains et d'un désengagement de la part des représentants du Lesotho. Ces irrésolutions dans les dispositions mêmes du Traité sont à mettre en cause, selon Scudder, dans l'échec des politiques de compensation mises en œuvre par la suite, du fait qu'elles ont laissé la porte ouverte à l'ingérence de l'Afrique du Sud dans le volet développemental du projet. Les difficultés qui ont émergé dans la mise en œuvre de ces politiques de compensation ne doivent donc pas être trop rapidement mises sur le compte des « faiblesses institutionnelles » de la LHDA ou du gouvernement du Lesotho, comme le fait la Banque Mondiale (1998).<sup>22</sup> Un facteur explicatif important pourrait provenir de cette réticence des états signataires à s'engager financièrement pour ces enjeux de développement. En ce sens, cette réticence pourrait être considérée comme le signe d'un désintérêt pour ces enjeux et pour le sort de ces populations marginalisées politiquement et stigmatisées symboliquement, autant de la part des négociateurs représentant le Lesotho que de la part des négociateurs sud-africain.

## Résultats : controverses et conflits de territorialités

- 30 Cette étude du projet du LHWP a comme objectif de soutenir l'hypothèse que l'eau doit être considérée comme enjeu et moyen de production et/ou de reproduction d'échelles de pratiques, de *territorialités*. A ce titre, ce projet est utilement analysé en tant qu'espace discursif et matériel d'articulation ou de confrontation de trois *territorialités*. D'abord, celle de l'État du Lesotho consiste en une politique territoriale nationaliste de monopolisation des enjeux socio-spatiaux au profit de la seule échelle nationale. La seconde, celle des communautés des Basotho, consiste en la revendication d'une autonomie des Maloti (nom basotho pour les Highlands) par rapport aux interventions du Lesotho et d'une échelle propre de leurs pratiques socio-spatiales, pour ainsi dire indifférente aux frontières nationales (sauf pour ce qui est des obstacles administratifs que constituent ces frontières dans leur mobilité usuelle). Enfin, celle des élites économiques et politiques de l'Afrique du Sud se construit autour du principe concentration des ressources hydrauliques de toutes les échelles conçues comme moins productives (township, zones rurales, montagneuses, transfrontalières, etc) au profit de l'« assoiffée » métropole de Johannesburg.
- 31 Il s'agirait pour l'État du Lesotho, au travers du LHWP, d'entreprendre un « rapatriement » dans le territoire national de ses communautés basotho aux territorialités incompatibles avec sa territorialité nationaliste. Dans un premier temps, pour pouvoir formuler le projet d'un tel rapatriement, il a été nécessaire de produire une distance stigmatisante entre la modernité du Lesotho et le traditionalisme des Highlands. Selon cette logique, convergeant ici avec l'économisme qui a présidé à la mise en œuvre de ce projet, l'eau des Highlands était considérée comme inutilisée, n'étant pas significativement valorisée économiquement par les populations de ce territoire, les Basotho. Cette orientation privilégiée en direction des Highlands s'articule à un registre de marginalisation et de misérabilisme par rapport à ce

territoire considéré comme hors de la modernité, en autarcie, figé dans le traditionalisme. Cette représentation participe d'un aveuglement véhiculé de longue date à propos du Lesotho (Ferguson, 1990) et en particulier de ses Hauts-Plateaux. C'est surtout une manière de nier que les populations basotho sont parties prenantes du monde contemporain, qui permet de justifier cette intervention massive dans ce territoire. Bien sûr que les pratiques spatiales de ces populations sont tout à fait « modernes » mais elles sont problématiques du point de vue de l'État du Lesotho dans la mesure où elles échappent en grande partie à son emprise (si ce n'est qu'incidemment sous forme de complications administratives liées au passage de frontière) (Coplan, 2001). Ainsi, cette *déterritorialisation* relative a permis de justifier la nécessité d'une intervention pour faire entrer de nouveau ce territoire dans le giron de l'État, au nom de leur développement et de leur modernisation. Le projet scalaire nationaliste pour lequel le LHWP a servi de vecteur a ainsi été justifié au nom de l'intérêt commun. Le LHWP a permis d'opérer une *reterritorialisation* dans le territoire national par un redéploiement de l'appareil étatique jusqu'ici essentiellement concentré dans les Lowlands du Lesotho, extension jusque-là impossible du fait de l'inaccessibilité géographique de ce territoire et du manque de moyen de l'État<sup>23</sup>. Il semble que cela a été un des enjeux centraux du LHWP pour le gouvernement du Lesotho, bien plus que de rompre leur hypothétique autarcie traditionaliste, et que cela a été perçu comme tel par les populations basotho (Thamae et Pottinger, 2006).<sup>24</sup>

- 32 Le territoire auquel les populations basotho prétendent sur des bases historiques (« *conquered territories* », territoires conquis sur le Basutoland lors des guerres Boers) et culturelles (le territoire où les locuteurs de langue sotho et culture sesotho sont majoritaires) s'étend en République sud-africaine sur un espace dépassant largement le territoire du Lesotho. Ainsi, la territorialité que les populations basotho performant par leurs pratiques quotidiennes est transnationale. D'ailleurs, la frontière avec l'Afrique du Sud est bien plus un lieu de passage qu'une limite, étant au cœur de leurs pratiques territoriales, que ce soit pour l'emploi, l'accès à nombre de denrées ou de services ou même parfois la scolarisation de leurs enfants. Du point de vue de cette échelle, les Highlands sont très loin d'être marginaux, dans la mesure où ils constituent bien au contraire le cœur de ce territoire revendiqué par les Basotho (Coplan, 2001).
- 33 Ces populations ont d'ailleurs vécu comme une intrusion majeure sur leurs territoires cette intervention de deux instances conçues comme « étrangères » et qui plus est illégitimes à l'époque de la signature du Traité fondateur du LHWP (le régime de l'apartheid et la junte militaire au pouvoir au Lesotho lors de la signature du Traité en 1986).<sup>25</sup> Cela a été notamment perçu comme un moyen de connecter cet « arrière-pays », jusque-là en relative autonomie de l'emprise directe de l'État, à la Capitale, Maseru. Cet agenda n'a pas manqué de provoquer de vives réactions sous la forme d'une violence quotidienne contre les convois liés la construction des infrastructures du LHWP dans les Highlands, comme des jets de pierre, des insultes et autres altercations (Scudder, 2006).
- 34 Plus radicalement encore, ces installations elles-mêmes ont également servi de cibles symboliques lors de mobilisations politiques majeures dans le pays, soulèvements qui ont été systématiquement violemment réprimés. Le point culminant a eu lieu en 1998, lorsque des opposants au gouvernement en place à Maseru ont investi les installations du barrage Katse. L'État sud-africain est alors intervenu militairement dans la capitale et au barrage Katser, dans le cadre légal de la SADC, pour protéger les installations du

LHWP, provoquant plus d'une centaine de morts et d'importantes destructions dans la ville de Maseru.

## Conclusion

- 35 La mise en œuvre du LHWP a opéré un réagencement des différentes territorialités en présence, permettant une articulation entre le projet sud-africain de concentration des ressources au profit de l'échelle métropolitaine et le projet de l'État du Lesotho de (ré-)instauration de l'échelle nationale comme horizon des pratiques, des populations basotho des Highlands. Il a pu être montré comment ces deux logiques ont eu tendance à se renforcer tout en entrant en contradiction avec la territorialité revendiquée par les communautés basotho, ce qui n'est pas allé sans provoquer des tensions internes au Lesotho et un creusement des inégalités socio-spatiales entre Maseru et les Highlands. Cela a d'ailleurs alimenté une certaine instabilité politique, qui s'est traduite par des soulèvements majeurs. L'intervention militaire sud-africaine au Lesotho de 1998 est significative de cette convergence entre le projet scalaire sud-africain et celui de l'État du Lesotho. Elle a été le lieu de coïncidence de l'intérêt de l'Afrique du Sud à sécuriser les installations du LHWP et d'assurer ainsi l'approvisionnement en eau de Johannesburg et l'intérêt du gouvernement du Lesotho que le mouvement d'opposition qui le menaçait soit réprimé. Les territoires de l'Afrique du Sud et du Lesotho, tout comme la territorialité basotho, ont ainsi été travaillés et réagencés par le surgissement de ce nouvel *agencement* transnational dans leur relation réciproque ainsi que dans leur relation à ce nouvel espace de relations. Le LHWP ne s'est ainsi pas contenté d'amplifier la différenciation entre les échelles de montagne et métropolitaine mais il a également contribué à exacerber les tensions socio-politiques découlant des asymétries toujours plus flagrantes, caractéristiques de l'ère postapartheid.

---

## BIBLIOGRAPHIE

- Agnew, J., 1994.- « The territorial trap: the geographical assumptions of international relations theory », in *Review of international political economy*, 1(1), pp.53-80.
- Arnauld de Sartre, X., Gagnol, L., 2012.- « Les échelles des territorialités », *Géographie et Culture* n° 81, Laboratoire Espaces, Nature et Culture (ENEC), pp. 5-16
- Antheaume, B., & Giraut, F. (Eds.), 2005.- *Le territoire est mort, vive les territoires!: une (re) fabrication au nom du développement*. IRD éditions.
- World Bank, 1998. - *Request for Inspection Lesotho/South Africa: Phase 1B of Lesotho Highlands Water Project*, <http://ewebapps.worldbank.org/apps/ip/PanelCases/12-Eligibility%20Report%20%28English%29.pdf> (consulté le 15/01/2015).
- Blanchon D., 2009.- *L'espace hydraulique sud-africain: le partage des eaux*. Karthala Editions.

- Blanchon D., 2008.- « Le complexe hydropolitique sud-africain : connexions, déconnexions, reconnexions ? », in *Flux* 2008/1, N°71, pp.61-72.
- Blanchon, D., 2003.- « La nouvelle politique de l'eau en Afrique du Sud: vers une gestion environnementale des ressources? », in *L'Espace géographique*, 1, pp.21-30.
- Coplan, D. B., 2001.- « A river runs through it: The meaning of the Lesotho-free state border », in *African Affairs*, 100(398), pp.81-116.
- Dauidsen, P. A., 2006.- *The Making and Unmaking of the Politics of Exceptionality, Studying Processes of Securitisation and Desecuritisation in the Orange and Okavango River Basins*, PhD.
- Delaney, D., Leitner, H., 1997.- « The political construction of scale », in *Political geography*, 16(2), pp.93-97.
- Devitt, P., Hitchcock, R. K., 2010.- « Who drives resettlement? The case of Lesotho's Mohale Dam », in *African Study Monographs*, 31(2), pp.57-106.
- Ekers, M., Loftus, A., 2008.- « The power of water: developing dialogues between Foucault and Gramsci », in *Environment and Planning D: Society and Space*, volume 26, pp.698-718.
- Ferguson, J., 1990.- *The anti-politics machine: "development", depoliticization, and bureaucratic power in Lesotho*. University of Minnesota Press.
- Furlong, K., 2006.- « Hidden theories, troubled waters: International relations, the 'territorial trap', and the Southern African Development Community's transboundary waters », in *Political Geography*, 25.4, pp.438-458.
- Gouvernement of Lesotho, 2015.- « Budget Speech to Parliament for the 2015/2016 Fiscal Year ». [http://www.lra.org.ls/Downloadable\\_Docs/Adverts/LESOTHO%20GOVERNMENT%20%20%202015%20BUDGET%20SPEECH%20-%20MINISTER%20OF%20FINANCE.pdf?FileID=32662](http://www.lra.org.ls/Downloadable_Docs/Adverts/LESOTHO%20GOVERNMENT%20%20%202015%20BUDGET%20SPEECH%20-%20MINISTER%20OF%20FINANCE.pdf?FileID=32662) (consulté le 17.8.2015).
- Grundling, P.-L., Linström, A., Fokkema, W., Grootjans, A.P., 2015.- « Mires in the Maluti Mountains of Lesotho », in *Mires and Peat* 15: Art. 9. <http://www.mires-and-peat.net/pages/volumes/map15/map1509.php> (consulté le 15/11/15).
- Gupta, J., van der Zaag, P., 2008.- « Interbasin water transfers and integrated water resources management: Where engineering, science and politics interlock », in *Physics and Chemistry of the Earth, Parts A/B/C*, 33(1), pp.28-40.
- Heynen, N., Kaika, M., & Swyngedouw, E., 2006.- « Urban political ecology », in Heynen, N. C., Kaika, M., & Swyngedouw, E. (Eds.), 2006. *In the nature of cities: urban political ecology and the politics of urban metabolism* (Vol. 3). Taylor & Francis, pp.1-20.
- Hitchcock, R. K., 2012.- The Lesotho highlands water project: Water, culture, and environmental change. In *Water, Cultural Diversity, and Global Environmental Change*, Springer Netherlands, pp. 319-338.
- Horta, K., 1995.- « The Mountain Kingdom's White Oil. The Lesotho Highlands Water Project », in *The Ecologist*, 25(6), pp.227-231.
- Hoover, R., 2001.- « Pipe Dreams: The World Bank's Failed Efforts to Restore Lives and Livelihoods of Dam-Affected People in Lesotho », in *International Rivers Network*, Berkeley.
- Kaika, M., 2003.- « Constructing scarcity and sensationalising water politics: 170 days that shook Athens » in *Antipode*, 35(5), pp.919-954.

- Kaiser R, Nikiforova E., 2008.- « The performativity of scale: the social construction of scale effects in Narva, Estonia », in *Environment and Planning D: Society and Space*, 26(3), pp.537-562.
- Kapa, M. A., 2007.- « Lesotho's Policy Towards South Africa: Policy or Imperative? What has Changed? », in *Africa Insight*, 37(1).
- Lebel, L., Garden, P., Imamura, M., 2005.- « The politics of scale, position, and place in the governance of water resources in the Mekong region », in *Ecology and society*, 10(2).
- Linton, J., 2010.- *What is water?: The history of a modern abstraction*. UBC Press.
- Manwa, H., 2014.- « Impacts of Lesotho Highlands Water Project on Sustainable Livelihoods. Mediterranean », in *Journal of Social Sciences*, 5(15).
- Matlosa, K., 1998- « Changing Socio-Economic Setting of the Highlands Regions as a Result of the Lesotho Highlands Water Project », in *Transformation*, 37.
- Molle, F., 2008.- « Nirvana concepts, narratives and policy models: Insights from the water sector », in *Water Alternatives*, 1(1), pp.131-156.
- Mollinga, P. P., 2008.- « Water, politics and development: Framing a political sociology of water resources management », in *Water alternatives*, 1(1), pp.7-23.
- Moore, A., 2008.- « Rethinking scale as a geographical category: from analysis to practice », in *Progress in human geography*, 32(2), pp.203-225.
- Mormont, M., 2006.- « Conflit et territorialisation », in *Géographie, économie, société*, 8(3), pp. 299-318.
- Nüsser, M., 2003.- « Political ecology of large dams: a critical review », *Petermanns Geographische Mitteilungen*, 147(1), pp.20-27.
- Nüsser, M., 2002. - « Lesotho: Water policy and management: trade-offs between mountains and downstream areas », in Mountain Agenda (Eds.), *Sustainable Development in Mountain Areas: The Need for Adequate Policies and Instruments*. Prepared for the World Summit on Sustainable Development in Johannesburg. Bern, pp.44-45.
- Scudder, T., 2006.- « Assessing the Impacts of the LHWP on Resettled Households and other Affected People 1986 - 2005 » in Thamae, M. L., Pottinger, L., 2006. *On the wrong side of development: Lessons learned from the Lesotho Highlands Water Project*. Transformation Resource Centre, Maseru.
- Swatuk, L. A., 2015.- « Water conflict and cooperation in Southern Africa », in *Wiley Interdisciplinary Reviews: Water*, 2(3), pp.215-230.
- Swatuk, L.A., 2010.- « The state and water resources development through the lens of history: A South African case study », in *Water Alternatives*, 3(3), pp.521-536.
- Swyngedouw, E., 2010.- *Place, nature and the question of scale: interrogating the production of nature*, Berlin-Brandenburgische Akademie der Wissenschaften.
- Thamae, M.L., Pottinger L. (eds.), 2006.- *On the wrong side of development: Lessons learned from the Lesotho Highlands Water Project*. Maseru: Transformation Resource Centre.
- Turton, A. R., 2005.- « Water as a source of Conflict or Cooperation: the Case of South Africa and its transboundary Rivers », in *CSIR Report*, 2005-002.
- Wittfogel, K. A., 1981.- *Oriental Despotism: A comparative study of total power*, New York: Vintage books.

World Bank, 1996.– *World Bank Lending for Large Dams: A Preliminary Review of Impacts*. Operations Evaluation Department, Précis 125. Washington, D. C.

Zeitoun, M., Warner, J., 2006.– « Hydro-hegemony-a framework for analysis of trans-boundary water conflicts », in *Water policy*, 8(5), pp.435-460.

## NOTES

1. Plus de 80 % du territoire du pays se situe au-dessus de 1800 m d'altitude (voir la carte).
2. « [...] Que ce soit par les phases ultérieures du Lesotho Highlands Water Project ou par d'autres projets analogues passant entièrement par le territoire sud-africain. Au total, ce sont 2200 Mm<sup>3</sup> par an de plus qui devraient être soutirés au fleuve. » (Blanchon, 2003 :29).
3. « In the apartheid era, dominant actors justified harnessing water in terms of economic development, building of the 'modern Western state', and keeping white South Africa safe from communism and the 'black peril'. The dominant actors of the post-apartheid era have altered this narrative: harnessing water for economic development, poverty alleviation and justice for all. » (Swatuk, 2010: 522).
4. « [...]selon les termes du] Président sud-africain, Thabo Mbeki, « les destinées économiques de nos peuples et de nos pays sont inextricablement liées. [...] Le Lesotho Highlands Water Project [a] un grand potentiel pour amener des bénéfices partagés de long-terme pour les deux pays » (Davidsen, 2006: 123, notre traduction). « Le Traité inclut également de la production hydroélectrique pour le Lesotho financée à partir des royalties que payera l'Afrique du Sud pour les 50 prochaines années, faisant de l'eau [transférée] « l'or blanc du Lesotho », créant une situation « gagnant-gagnant » pour les deux pays » (Davidson, 2006: 50, notre traduction).
5. (Grundling, *al.*, 2015: 1, Gupta, *al.*: 2008, Nüsser, 2003: 24).
6. « The history of the region has also resulted in a situation whereby Southern Africa's geography of water use is virtually the inverse of its geography of water availability. [...] While possessing only 10% of Southern Africa's total water resources and one third of its population, South Africa is responsible for 80% of the region's water consumption. » (Furlong, 2006:447).
7. « From a dusty, ad hoc settlement developed around mining in Johannesburg's population had grown to a quarter of a million by 1914 » (Swatuk, 2010: 528).
8. « In southern Africa, [...] government officials exercise their political and technological power to marshal water resources for use by white farmers, a process that reinforced the social and political hegemon of the state and of the white settler elite. » (Forrest, 2006 :151).
9. « Ce « complexe hydropolitique » constitue un espace d'ampleur subcontinentale, où la plupart des bassins versants sont interconnectés, où toute action sur l'un des hydrosystèmes a des conséquences sur l'ensemble du réseau et dans lequel la notion même de bassin-versant perd de sa pertinence. » (Blanchon, 2008:67).
10. Cette pesée des intérêts en termes démographiques et économiques pour évaluer la contribution des différentes échelles au bien commun, conçue comme la prospérité du plus grand nombre, ne manque sans doute pas de cohérence. Cependant, l'utilisation du PIB pour justifier de cet arbitrage – alors que cet indicateur a comme biais fondamental d'homogénéiser les espaces économiques nationaux – a comme effet de voiler les effets d'accentuation des inégalités socio-économiques et d'accès à l'eau et des différentiels entre les territoires, notamment d'amplification de la marginalisation des zones rurales et de montagnes, que ces politiques pourraient avoir.
11. « La direction anthropique de l'eau (l'argent et le pouvoir), l'emporte de plus en plus sur la direction naturelle » (Blanchon, 2009 : 117).

12. « In Johannesburg where the water is being received, it is mainly directed to already well-served high-income areas. In fact, due to the project's high cost combined with user-pay full-cost recovery policies for water services, the project has actually hindered water access for Johannesburg's urban poor » (Furlong, 2006: 453).
13. « The situation of interbasin water transfer schemes is more complex, since a transfer implies an increase of the spatial scale at which water is managed. Connecting physically two river basins implies a discontinuity [...] socially a new connection is established between communities that hitherto did not depend on each other, at least not in terms of water » (Gupta, al, 2008: 37).
14. « [Le LHWP] depend du gouvernement central, pour le bien de la nation dans son ensemble! [...] C'est un projet national au benefice de tout le pays » (notre traduction). Extrait d'un entretien mené par l'auteur avec le directeur du département des chefferies (*chieftainship*) au sein du ministère des gouvernements locaux et des chefferies, Maseru, Lesotho, 2011.
15. Alors que le Lesotho est un bassin de main-d'œuvre important pour l'industrie extractive sud-africaine et qu'une part très importante du PIB de ce pays vient de ses travailleurs migrants.
16. Cette appropriation d'une ressource en contrepartie de royalties à destination du Lesotho peut être considérée comme une marchandisation de l'eau des Highlands.
17. Référence : année fiscale 2015-2016 (GoL, 2015).
18. « The total project-affected population for the first two phases (IA and 1B) was estimated at 15,800 », (World Bank, 1996:10).
19. La phase dites « 1A » de construction des routes nécessaires à l'accès aux sites de construction des infrastructures, de construction du Katse Dam ainsi que du tunnel de transfert à travers les Maloti-Drakensberg.
20. « By contrasting "water-rich" and economic poor Lesotho with "water-poor" and economic rich South Africa and by further claiming that the LHWP will create a win-win situation for both countries "which would both be losers otherwise" puts an irresistible offer on the negotiating table. » (Davidsen, 2006:125).
21. « the ordinary Basotho citizens are not gaining any benefits from the current relations between the two countries. If anything, they argue, Basotho are forced into conditions of untold poverty and destitution by the country's nominal independence which benefits the political and bureaucratic elite. » (Kapa, 2007: 130).
22. La Banque Mondiale utilise ici la rhétorique des « *failed states* » très représentative du discours néo-libéral des institutions financières internationales (Ferguson, 1990).
23. L'État du Lesotho n'aurait pas eu les moyens techniques et financiers de mettre en œuvre une telle extension de son appareil bureaucratique, ni d'entreprendre un tel développement du réseau de routes et d'infrastructures sur le territoire qu'il revendique sans l'apport de ressources extérieures.
24. Processus de surcodage du territoire des Highlands au travers du LHWP qui avait déjà été illustré par James Ferguson dans le cas d'un projet de développement agricole entrepris dans les années 1970 dans la même région de Taba-Tsake (Ferguson, 1990).
25. Selon ces critiques et comme plusieurs acteurs interrogés sur place l'ont défendu, le LHWP serait encore largement héritier des régimes qui lui ont donné naissance. Notamment M. Lenka Thamae , à la tête de la section Water Justice au sein de la TRC, organisation la plus importante dans le soutien, notamment juridique, aux communautés ayant subies les répercussions du LHWP.

---

## RÉSUMÉS

Cet article aborde les territoires de montagne comme fournisseurs en eau pour la métropole du Gauteng au travers du cas du Lesotho Highlands Water Project (LHWP) – projet de transfert hydraulique transfrontalier entre le Lesotho et l’Afrique du Sud. Cela permettra d’articuler les enjeux hydropolitiques aux questions de territorialités. Le LHWP a donné lieu à la reproduction de relations asymétriques entre et au sein des territoires métropolitains et montagneux des deux pays. Des coalitions entre acteurs ont émergé des relations que ces transferts ont instituées. A ce titre, ce projet peut être analysé en tant qu’agencement hydraulique où s’articule ou se confronte trois différentes échelles de territorialités : celle régionaliste des élites économiques et politiques sud-africaines contemporaines, de concentration des ressources hydrauliques d’Afrique Australe au profit de l’ « assoiffée » région de Johannesburg ; celle du gouvernement de l’Etat du Lesotho : d’une politique nationaliste de monopolisation des enjeux socio-spatiaux au profit de la seule échelle nationale ; celle des communautés basotho : d’autonomie par rapport aux interventions de l’Etat et de revendication d’une nation basotho transnationale.

The aim of this article is to consider the mountains of Lesotho as suppliers of water to the Gauteng metropolitan area in South Africa. By analysing the hydropolitics of the Southern African region in the context of politics of scale, the focus is on the Lesotho Highlands Water Project (LHWP), a transboundary water transfer project between Lesotho and South Africa. The goal is to link hydropolitics with territorialities. The LHWP has resulted in a reproduction of the asymmetrical relations between and inside the metropolitan and mountain areas of both countries. Coalitions of actors have emerged from these new relations that the transfer has produced, and as such, this project should be analysed as a hydraulic assemblage in which three distinct scales of territorialities are clashing or cooperating with each other: the regional scale, made up of South Africa’s political and economic elites, who seek to direct Southern Africa’s water resources towards the thirsty region in and around Johannesburg; the scale of the Lesotho government, which has a nationalist policy of monopolising any social and spatial stakes for the benefit of the national territory; and the scale of the Maloti communities, which claim their rights as a transnational Basotho nation and autonomy in the face of interventionism from the Lesotho state.

## INDEX

**Keywords :** hydropolitics, transboundary water transfers, scales, territorialities, Lesotho, South Africa, political geography, political ecology

**Mots-clés :** hydropolitiques, transferts hydrauliques transfrontaliers, échelles, territorialités, Lesotho, Afrique du Sud, géographie politique, écologie politique

## AUTEUR

**YANNICK ROUSSELOT**

Doctorant-assistant, Département de Géographie et Environnement, Université de Genève, Uni Carl-Vogt, Boulevard Carl Vogt, 66, CH-1211 Genève 4.